



**PRÉFET
DES BOUCHES-
DU-RHÔNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement de
Provence Alpes Côte d'Azur**

Unité départementale des Bouches-du-Rhône
16 rue Zattara CS 70248
13333 Marseille

Marseille, le 17 septembre 2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 30/04/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

EPUR MEDITERRANEE

Quartier de l'AIGUILLE
13180 Gignac-La-Nerthe

Références : SS/D-2025-0283
Code AIOT : 0006403250

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 30/04/2025 dans l'établissement EPUR MEDITERRANEE implanté Quartier de l'Aiguille 13180 Gignac-la-Nerthe. L'inspection a été annoncée le 04/04/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- EPUR MEDITERRANEE
- Quartier de l'Aiguille 13180 Gignac-la-Nerthe
- Code AIOT : 0006403250
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société EPUR MEDITERRANEE exploite une installation de tri, transit, regroupement et traitement de déchets dangereux et non dangereux, conformément à l'arrêté préfectoral du 5 juillet

2005, complété par les arrêtés préfectoraux du 2 juin 2008 et du 21 octobre 2014.

Thèmes de l'inspection :

- Déchets
- Risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Plan de défense contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 5	Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Maîtrise des sinistres	Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 6	Sans objet
3	Traçabilité	Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 10	Sans objet
4	Moyens d'intervention	Arrêté Préfectoral du 05/07/2005, article 7.6.4	Sans objet
5	Moyens d'intervention	Arrêté Préfectoral du 05/07/2005, article 7.6.2	Sans objet
6	Moyens d'intervention	Arrêté Préfectoral du 05/07/2005, article 7.6.7.1	Sans objet
7	Etude de danger	Etude du 09/08/2019, Chapitre 5 – partie 4.3.1	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite a mis en évidence certaines prescriptions réglementaires non conformes.

Depuis, l'exploitant a entrepris certaines actions correctives avec transmission d'éléments justificatifs.

A défaut de réponse satisfaisante pour le point relatif au plan de défense incendie dans le délai demandé, il pourra être prescrit des sanctions administratives.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Plan de défense contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 5
Thème(s) : Risques accidentels, Plan de défense contre l'incendie
Prescription contrôlée : L'exploitant réalise et tient à jour un plan de défense contre l'incendie. Lorsque l'installation dispose d'un plan d'opération interne, le plan de défense contre l'incendie est intégré à celui-ci. Le plan de défense contre l'incendie ainsi que ses mises à jour sont transmis aux services d'incendie et de secours, et sont mis à disposition à l'entrée du site. Il comprend au minimum :

- les schémas d'alarme et d'alerte décrivant les actions à mener par l'exploitant à compter de la détection d'un incendie (l'origine et la prise en compte de l'alerte, l'appel des secours extérieurs, la liste des interlocuteurs internes et externes à prévenir) ;
- l'organisation de la première intervention et de l'évacuation face à un incendie en périodes ouvrées ;
- les modalités d'accueil des services d'incendie et de secours en périodes ouvrées, y compris, le cas échéant, les mesures organisationnelles prévues pour dégager avant l'arrivée des services de secours les accès, les voies engins, les aires de mise en station, les aires de stationnement ;
- les modalités d'accès pour les services d'incendie et de secours en périodes non ouvrées, y compris, le cas échéant, les consignes précises pour leur permettre d'accéder à tous les lieux et les mesures nécessaires pour qu'ils n'aient pas à forcer l'accès aux installations en cas de sinistre ;
- le plan de situation décrivant schématiquement les réseaux d'alimentation, la localisation et l'alimentation des différents points d'eau, l'emplacement des vannes de barrage sur les canalisations, et les modalités de mise en œuvre, en toutes circonstances, de la ressource en eau nécessaire à la maîtrise d'un incendie ;
- le plan de situation des réseaux de collecte, des égouts, des bassins de rétention éventuels, avec mention des ouvrages permettant leur sectorisation ou leur isolement en cas de sinistre et, le cas échéant, des modalités de leur manœuvre ;
- le plan d'implantation des moyens automatiques de protection contre l'incendie avec une description sommaire de leur fonctionnement opérationnel et leur attestation de conformité ;
- les modalités selon lesquelles les fiches de données de sécurité et l'état des matières stockées prévu par l'article 49 de l'arrêté du 4 octobre 2010 susvisé sont tenus à disposition du service d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées et, le cas échéant, les précautions de sécurité qui sont susceptibles d'en découler ;
- la justification des compétences du personnel susceptible, en cas d'alerte, d'intervenir avant l'arrivée des secours, notamment en matière de formation, de qualification et d'entraînement ;
- le cas échéant, la localisation des petits îlots et les déchets qu'ils sont susceptibles de contenir ;
- le cas échéant, la localisation des zones de stockage temporaire et des zones d'immersion.

Constats :

Le plan de défense incendie a été réalisé.

Son contenu appelle les observations suivantes:

- les éléments relatifs au site "EPUR déchèterie" à proximité, figurent dans le document;
- la justification des compétences du personnel susceptible, en cas d'alerte, d'intervenir avant l'arrivée des secours, notamment en matière de formation, de qualification et d'entraînement, n'est pas clairement mentionnée.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé à l'exploitant de modifier / compléter le plan de défense incendie (PDI) en :

- justifiant des compétences du personnel susceptible, en cas d'alerte, d'intervenir avant l'arrivée des secours, notamment en matière de formation, de qualification et d'entraînement ;
- supprimant l'ensemble des éléments relatifs au site "EPUR déchèterie".

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois

N° 2 : Maîtrise des sinistres

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 6
Thème(s) : Risques accidentels, Maîtrise des sinistres
Prescription contrôlée : <p>L'installation est dotée d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours. En cas d'incendie, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour assurer la sécurité des personnes et met en œuvre les actions prévues par le plan de défense d'incendie, ainsi que les autres actions prévues par son plan d'opération interne lorsqu'il existe.</p> <p>Dans le trimestre qui suit le début de l'exploitation, l'exploitant organise un exercice de défense contre l'incendie.</p> <p>Pour les installations existantes, l'exploitant organise un exercice de défense contre l'incendie au plus tard le 1er juillet 2024.</p> <p>Cet exercice est renouvelé au moins tous les trois ans. Les exercices font l'objet de comptes rendus qui sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées et des services de secours pendant au moins cinq ans.</p> <p>Les différents opérateurs et intervenants dans l'établissement, y compris le personnel des entreprises extérieures, reçoivent une information sur les risques des installations et la conduite à tenir en cas de sinistre. Ils reçoivent une formation à la mise en œuvre des moyens d'intervention s'ils sont susceptibles d'y contribuer. Un plan de prévention prévu à l'article R. 4512-6 du code du travail peut répondre à ces obligations dans la mesure où son contenu répond aux objectifs ci-dessus.</p> <p>Lorsque la présence de matériaux inertes destinés à étouffer un incendie est requise, des personnes en nombre suffisant sont formées à leur transport et à leur utilisation en cas de sinistre, ainsi qu'au port des équipements de protection individuelle éventuellement nécessaires. Le matériel adapté pour réaliser les manœuvres nécessaires est à disposition et facilement accessible en cas de nécessité.</p>
Constats : <p>Un exercice incendie a été réalisé en 2024, un autre en 2025.</p> <p>Les comptes rendus ont été consultés lors de la visite. Ils n'appellent pas d'observation particulière.</p> <p>Le matériel adapté pour réaliser les manœuvres nécessaires aux déplacements des déchets en cas d'incendie, est à disposition et facilement accessible en cas de nécessité. Le personnel est formé à leur utilisation en cas de sinistre.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Traçabilité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 10
Thème(s) : Risques accidentels, Stocks présents
Prescription contrôlée : <p>Les installations soumises à autorisation au titre des rubriques 2718, 2790 ou 2791 sont soumises aux dispositions suivantes.</p> <p>En complément du registre prévu à l'article L. 541-7 du code de l'environnement, l'exploitant tient</p>

la comptabilité des stocks présents sur l'exploitation par différence à partir des bons de pesée établis. L'état des déchets stockés est mis à jour au moins de manière hebdomadaire et accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, accident, pertes d'utilité ou tout autre événement susceptible d'affecter l'installation. Pour les déchets dangereux, cet état est mis à jour au moins de manière quotidienne. Un bilan annuel tenu à disposition à l'inspection des installations classées indique nominativement la liste des sites destinataires des déchets.
Constats : L'état des déchets stockés est actualisé chaque jour (outil de gestion Nessy). Il est accessible à tout moment. L'état des stocks du 29/04/2025 a été consulté lors de la visite.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Moyens d'intervention

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/07/2005, article 7.6.4
Thème(s) : Risques accidentels, Equipement d'intervention
Prescription contrôlée : L'établissement doit disposer de ses propres moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre, et au minimum les moyens définis ci-après : <ul style="list-style-type: none"> - un poteau incendie protégé contre le gel de diamètre 100 mm et assurant un débit de 75 m³/h, - un poteau d'eau incendie protégé contre le gel de diamètre 140 mm, situé à moins de 40 m de l'entrée de l'établissement, et assurant un débit minimum de 330 m³/h, - 2 RIA hydro mousse dans le hangar « DIB », - d'un RIA à l'angle Nord Ouest disponible en permanence et protégé contre le gel, - des extincteurs en nombre et quantité adaptés aux risques, doivent être judicieusement répartis dans l'établissement et notamment à proximité des dépôts de matières combustibles et des postes de chargement et de déchargements des produits et déchets, de la station service,- une réserve de 1 m³ de sable meuble, protégée des intempéries, avec un moyen de projection est disposée au centre de l'installation. [...]
Constats : Le site dispose des moyens incendie suivants: <ul style="list-style-type: none"> - 1 poteau incendie à l'intérieur du site (débit testé de 146 m³/h) + 1 poteau incendie à l'extérieur du site (débit testé de 120 m³/h); - plusieurs RIA répartis à l'intérieur du site; - 2 PIA mousse; - de nombreux extincteurs; - 7 caméras thermiques; - 1 réserve de 1 m³ de sable protégée des intempéries. Des échanges entre l'exploitant et l'Inspection ont eu lieu suite à la visite à propos du débit minimum de 330 m ³ /h demandé dans l'arrêté pour le poteau incendie à l'extérieur du site.

<p>Un courrier de l'exploitant en date du 1er août 2025 a été envoyé au Préfet des Bouches-du-Rhône afin de revoir la prescription dans l'éventualité où il s'agirait d'une erreur matérielle.</p> <p>Le sujet est en cours d'instruction et fera l'objet d'une modification de l'arrêté préfectoral en cas de besoin.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 5 : Moyens d'intervention

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/07/2005, article 7.6.2</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Entretien des moyens d'intervention</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Ces équipements sont maintenus en bon état, repérés et facilement accessibles. L'exploitant doit pouvoir justifier auprès de l'inspection des installations classées de l'exécution de ces dispositions. Il doit fixer les conditions de maintenance et les conditions d'essais.</p> <p>Les dates, les modalités de ces contrôles et les observations constatées doivent être inscrites sur un registre tenu à la disposition des services de la protection civile, d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le registre de vérification des moyens incendie a été consulté.</p> <p>La dernière vérification des moyens incendie date du 25/02/2025.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 6 : Moyens d'intervention

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/07/2005, article 7.6.7.1</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Bassin de confinement et bassin d'orage</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les réseaux d'assainissement susceptibles de recueillir l'ensemble des eaux polluées lors d'un accident ou d'un incendie (y compris les eaux d'extinction et de refroidissement) sont raccordés à un bassin de confinement étanche aux produits collectés et d'une capacité minimum de 1 510 m³ avant rejet au milieu naturel.</p> <p>Avant rejet, les eaux d'incendie font l'objet de contrôles et d'analyses afin de les caractériser. Au vu de leurs caractéristiques, ces eaux sont vidangées ou évacuées comme déchets avec l'accord préalable de l'Inspection des Installations Classées. Le premier flot des eaux pluviales susceptibles d'être polluées par lessivage sols, aires de stockage, de travail, de circulation et de stationnement est collecté dans un bassin de confinement d'une capacité minimum de 1 510 m³. Avant rejet, ces eaux de ruissellement sont traitées conformément au chapitre 4.3.</p> <p>Les bassins sont confondus et leur capacité tient compte à la fois du volume des eaux de pluie et d'arrosage d'un incendie majeur sur le site.</p> <p>A cette fin, la plateforme extérieure de stockage et de travail est mise en rétention par un merlon périphérique permettant un volume total de rétention de 3 500 m³ et une vanne est disposée sur la conduite de ces eaux vers le réseau pluvial communal pour interdire son évacuation.</p> <p>Ils sont maintenus en temps normal au niveau permettant une pleine capacité d'utilisation. Les</p>

organes de commande nécessaire à la mise en service doivent pouvoir être actionnés en toutes circonstances.

Constats :

- le bassin de confinement du site a une capacité de rétention de 1 044 m³.
- des rétentions additionnelles via des fossés d'un volume de 120 m³ + 220 m³ + 140 m³ soit 480 m³ ce qui permet un volume total de rétention de 1044 + 480 = 1 524 m³.

La plateforme extérieure de stockage est entourée d'un dispositif permettant la rétention des eaux.

Le jour de l'inspection, l'exploitant n'est pas en mesure de justifier une rétention de 3 500 m³ de la plateforme extérieure.

Par courriel du 16/07/2025, l'exploitant justifie sur un plan l'existence des différentes rétentions disponibles sur le site.

Le volume de rétention de la plateforme extérieure est de 3 680 m³.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Etude de danger

Référence réglementaire : Etude du 09/08/2019, chapitre 5 – partie 4.3.1

Thème(s) : Risques accidentels, Stockage de DEA/DIB

Prescription contrôlée :

Grandeur	Valeur	Justifications	Unité
Produits	Déchet ameublement	Papier, carton, plastiques, bois... en vrac	-
Longueur x largeur x hauteur	20 x 13 x 4	Caractéristiques géométriques du stockage	m x m x m

Constats :

Le stockage de DEA / DIB n'est pas conforme aux hypothèses de l'étude de dangers faite par AMARISK datée d'août 2019 - Version 1.0, en termes de:

- caractéristiques géométriques en particulier hauteur de stockage supérieure à 4 m;
- nature de déchets stockés : mélange DEA / déchets non valorisables à éliminer en ISDND.

Des actions correctives ont été entreprises par l'exploitant suite à la visite.

Par courriel du 16 juillet 2025, l'exploitant transmet une photo de l'état de la zone concernée.

Les volumes de déchets stockés ont largement diminué.

Les caractéristiques géométriques du stockage en m (longueur, largeur, hauteur) sont 13 x 15 x 4

Les déchets destinés à l'élimination ne sont plus accolés au stock à valoriser.

Type de suites proposées : Sans suite